



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr



DÉLIBÉRATION 2015 32 - Attribution des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires

Séance du Comité syndical du 9 novembre 2015

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment l'article 20 ;

Vu la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 88 ;

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires, modifié par le décret 2007-1630 du 19 novembre 2007 ;

Vu la délibération 2015 013 du 19 mars 2015 adoptant le budget primitif 2015 ;

Considérant que, conformément au décret n°2002-60 susvisé, la compensation des heures supplémentaires peut être réalisée, en tout ou partie, sous la forme d'un repos compensateur et qu'à défaut de compensation sous la forme d'un repos compensateur, les heures supplémentaires accomplies sont indemnisées ;

Considérant toutefois que la Présidente souhaite, à titre subsidiaire, quand l'intérêt du service l'exige, pouvoir compenser les heures supplémentaires moyennant une indemnité dès lors que ces heures ont été réalisées à sa demande ou à celle de la hiérarchie, dans la limite de 25 heures supplémentaires par mois et par agent ;

Considérant que seuls peuvent prétendre aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires les agents appartenant à la catégorie C et à la catégorie B, quelque soit la filière.

Le Comité syndical après en avoir délibéré,

Article 1. Décide que, dès qu'il y a dépassement des bornes horaires, telles que le prévoit la délibération 2014 025 du 4 septembre 2014 portant actualisation des modalités d'Aménagement et de la Réduction du temps de Travail, les agents de catégorie C et B, titulaires, stagiaires et non titulaires de droit public, à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, peuvent être amenés à effectuer des heures supplémentaires, en raison des nécessités de service et à la demande de l'autorité territoriale ou de la hiérarchie.


Article 2. Dit qu'à défaut de compensation sous la forme d'un repos compensateur, les heures supplémentaires, au vu d'un décompte déclaratif, sont indemnisées dans la limite de 25 heures supplémentaires par mois et par agent.

Les heures effectuées entre 22 heures et 7 heures sont considérées comme travail supplémentaire de nuit.

Article 3. Autorise, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, le dépassement du contingent sur décision de l'autorité territoriale ou de la hiérarchie qui en informe immédiatement le comité technique compétent.

Article 4. Dit que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

La Présidente du Comité syndical



M. de la Gontrie

Marie-Pierre de la Gontrie



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00

www.autolibmetropole.fr

DÉLIBÉRATION 2015 32 - Attribution des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires

Séance du Comité syndical du 9 novembre 2015

EXPOSÉ DES MOTIFS

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) sont versées aux agents de la fonction publique territoriale dans les conditions prévues par le décret 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié par le décret 2007-1630 du 19 novembre 2007.

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) avaient été mises en œuvre, par la délibération n° 2010 029 du 14 octobre 2010 mais uniquement pour les agents de catégorie C et B relevant de la filière technique. Cette délibération a été abrogée par la délibération 2013 047 du 13 décembre 2013 relative au régime indemnitaire.

C'est pourquoi, cette nouvelle délibération permettra d'attribuer les IHTS à tous les agents, de catégorie C et B, quelque soit la filière selon les modalités du décret 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié susvisé.

Rappel sur la notion d'heures supplémentaires

Les heures supplémentaires sont définies comme des heures effectivement réalisées à la demande de l'autorité territoriale ou de la hiérarchie (directeur/directrice, chef de service) au-delà des bornes horaires du cycle de travail de l'agent.

A défaut de compensation sous la forme d'un repos compensateur, les heures supplémentaires sont indemnisées.

Leur paiement est subordonné à la mise en place de moyens de contrôle automatisés. Toutefois, pour les collectivités dont l'effectif des agents susceptibles de percevoir des indemnités horaires pour travaux supplémentaires est inférieur à 10, un décompte déclaratif peut également être produit.

Les bénéficiaires

Les IHTS peuvent être versées, dès lors que les agents titulaires, stagiaires ou non titulaires de droit public, à temps complet, non complet ou à temps partiel, exercent des fonctions ou appartiennent à des grades ou occupent des emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, aux agents de catégorie C et de catégorie B.

Nombre maximum d'heures supplémentaires

Le nombre d'heures supplémentaires accomplies ne peut dépasser un contingent mensuel de 25 heures.

Toutefois, des dérogations au contingent mensuel de 25 heures sont possibles :

- lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, le contingent peut être dépassé sur décision du chef de service qui en informe immédiatement le Comité technique compétent.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente